

Centre de ressources Ville caraïbe.

Immeuble La Varangue. 36, Bd, A. Cabral 97200

Fort de France, BP 7222, 97277 Schœlcher cedex.

Tel/fax 0596 686452

contact@villecaraibe.com

RAPPORT D'ACTIVITES 2008

Centre de ressources Ville caraïbe

Clôture des comptes année 2008

Première Année d'exercice



www.villecaraibe.com



Présentation

Historique

Le Centre de Ressources de Martinique a été créé le 6 mars 2007. Il est issu d'un long processus initié en 1999, par l'Association Martiniquaise pour le Développement Social Urbain et qui a amené par la suite, différents acteurs de la Politique de la Ville à impulser sa récente création. Sa récente création est notamment le fait de la mobilisation des acteurs locaux et notamment de la CACEM, ainsi que celle de la Délégation Interministérielle à la Ville. Le Centre de ressources a un an d'exercice et a pour objectif de proposer des lieux d'échanges de l'appui technique, de l'aide à l'ingénierie de projet, de la capitalisation d'expériences, et plus largement, l'animation et la qualification du réseau des acteurs de la politique de la ville et du développement social urbain de Martinique.

Quelques dates

Date de création : 6 mars 2007

Recrutement du Directeur : 22 octobre 2007

De l'assistante le 15/05/2008

Ouverture des locaux : 1^{er} décembre 2007

Assemblée Générale : 29/01/2008

Conseil d'administration validant la Programmation 2008 le 29/02/2008

Conseil d'administration Point d'étapes le 15 décembre 2008


Le Statut

Le Centre de ressources Ville caraïbe est une association administrée par un Conseil d'administration composée de 3 collèges qui regroupent les professionnels de la Politique de la ville et les utilisateurs, les personnes qualifiées et les financeurs. Le Président actuel est également le doyen de la faculté de droit de l'Université Antilles Guyane. Par ailleurs les autres membres du bureau sont des chefs de projets, et des responsables associatifs dans le Développement social urbain.

Le territoire

La Martinique est une île (35km de large et 70 de long) d'une superficie de 1100 km², région mono départementale qui connaît une évolution démographique avec une croissance des moins de 20 ans (34% de la population) et parallèlement une croissance des plus de 60 ans.





Au 1er janvier 2008, la population martiniquaise est estimée à 403 000 habitants¹. Le Centre urbain de la Martinique regroupe notamment les 3 communes les plus peuplées avec notamment la capitale administrative et économique, Fort de France, qui joue son rôle attractif. Il y avait 14 Contrats de ville de 1ere génération. Depuis 2007, il y a 2 CUCS en Martinique (Lamentin et Fort de France) qui représentent en tout 24 sites inscrits dont 6 en Zones Urbaines Sensibles. Il y a 1 projet ANRU à Fort de France. Les autres territoires disposent des autres dispositifs de la politique de la ville dans les domaines de l'insertion, de la prévention de la délinquance et de la réussite éducative et des dispositifs de droit commun concernant l'aménagement urbain. Il existe 2 communautés d'agglomération (CAESM, CACEM) avec notamment comme compétence obligatoire la politique de la ville.

Les sites inscrits dans les périmètres CUCS du Centre, sont caractérisés soit par de l'habitat spontané qui a évolué soit par des ensembles HLM et des formes d'habitats mixte. La question du logement social reste l'une des difficultés majeures, de même que l'emploi notamment dans les ZUS où le chômage dépasse les 40%. La Martinique contient de véritables enjeux sur le plan identitaire et culturel par son histoire et sur le plan du développement durable car elle reste un site de biodiversité remarquable et connaît de nombreux risques naturels.


Les actions

Ville caraïbe intervient principalement selon 4 modes complémentaires :

1. Accompagnement individuel et collectif: entretiens autour du projet d'acteur, la mise en relation, la recherche de ressources et références, les groupes de travail,
2. Qualification collective: Journées de qualification collective et d'échanges de pratiques: échanges, présentations d'expériences, des interventions d'experts, débats... coproduction tels que la Rencontre des acteurs de la Politique de la ville.
3. Formations- actions: Intervention de formateurs (Formation action sur l'évaluation), approches et cas pratiques.
4. Documentation, production et information: veille juridique et méthodologique, diffusion

Pour sa première année d'exercice, le Centre de ressources a privilégié la qualification des acteurs sur l'évaluation et notamment des chefs de projets CUCS. Ainsi que l'accompagnement du plan espoir banlieues et plus généralement l'appui aux acteurs et territoires de la politique de la ville.

¹ Insee, janvier 2008





Les productions

Le Centre de ressources ville caraïbe publie tous les 15 jours une lettre d'information électronique : « *la cohésion se construit* » avec l'actualité locale et nationale de la Politique de la ville. Il publie également des dossiers thématiques, des dossiers de participants (évaluation, Acteurs de la politique de la ville, Prévention de la délinquance...), des actes de rencontres, des outils méthodologiques, des fiches d'expérience, un annuaire, etc...Il anime le réseau par le biais d'internet et du site www.villecaraibe.com.

Comptes rendus et documents de participants : Evaluation, Rencontre Territoires, acteurs, outils de la politique de la ville, Cycle de Prévention de la délinquance....

Budget

Le budget annuel du centre de ressources s'établit autour de 200 000 euros pour la première année, il est constitué en recette par un financement Direction Interministérielle à la Ville à hauteur de 50 %, un financement Caisse des dépôts de 20 % et une part CACEM de 30%. En dépense, les frais de personnels constituent une charge d'environ 45 % et les services externes 30 %. Le Fonctionnement représente 45% des charges et les actions 55% approximativement. Par la suite le budget annuel s'établit autour de 150 000€

Ce budget peut-être complété par des financements dédiés à des actions particulières.

Publics

Le public prioritaire du centre est composé des professionnels de la politique de la ville (chefs de projet, chargés de mission, élus, responsables associatifs ...) En complément, le centre de ressources accueille également des professionnels relevant des thématiques traitées par la politique de la ville.


2008 en quelques mots

En 2008, les travaux du Centre de ressources ont été marqués par l'élaboration du plan Espoir Banlieues et par les élections municipales et communautaires. Aussi, l'un des objectifs au début d'exercice a été de diffuser des informations sur la mise en place du Plan « Espoir banlieues ». Egalement de faire connaître aux différents acteurs, la démarche « Centre de ressources » (Co-production et qualification collective, travail en réseau, capitalisation d'expériences, publications...), de préciser son positionnement et de permettre la mise en place de son fonctionnement interne (réunions de bureau) et la participation à des groupes de travail.

A partir d'Avril, il a été possible de commencer les activités d'accompagnement individuel (CLAS) de même que les opérations ponctuelles telles que les rencontres « *Territoires, acteurs et outils de la politique de la ville* ». Progressivement, les travaux du Centre de ressources se sont ouverts aux autres territoires, avec la mise en place de travaux en réseau avec les chefs de projets « *prévention de la délinquance* ».

Le Challenge aujourd'hui reste de fédérer les acteurs de la politique de la ville autour de travaux de qualification collective qui puisse répondre à une attente globale des acteurs. Tel





que le cycle de qualification *sur l'évaluation* qui a eu lieu en septembre. De permettre la capitalisation d'expériences et le transfert de compétences à l'échelle départementale. De répondre également aux attentes des acteurs en termes de documentation, mutualisation d'outils et capitalisation d'expériences.

La Programmation 2008 arrêtée par le Conseil d'Administration était :

- L'observation et l'évaluation
- la Rénovation urbaine et développement local
- la veille sur le Plan espoir banlieues
- l'appui méthodologique aux projets et territoires

(Photos) Salle de réunion



Les activités ponctuelles réalisées en 2008

Il s'agit des activités ponctuelles répondant aux attentes prioritaires des acteurs de la politique de la ville. Elles s'inscrivent dans des interventions à long terme.

1. Journée d'information collective CLAS


Cette journée était co pilotée avec le bureau de la Politique de la ville et la CAF. Elle avait pour but de présenter le dispositif CLAS aux porteurs de projets et d'échanger sur les projets en cours et sur la méthodologie attendue. Cette journée s'est déroulée le 2 Avril 2008 au restaurant *New World*. Le Compte rendu est disponible au Centre de ressources. Les participants étaient au nombre de 100. Cette journée a mobilisé une personne du Centre de ressources 2 journées.

2. Journée de formation-action sur les enjeux du Commerce dans les opérations de renouvellement urbain le 10 avril 2008 au *squash hôtel*.

Cette journée répondait avant tout aux attentes des acteurs de la rénovation urbaine mais a pu également intéresser d'autres acteurs de la politique de la ville et plus largement de l'aménagement urbain.

L'intervenant était Mr F. KOSSMAN, expert ANRU. Il s'agissait également d'une





opportunité car il était présent pour une mission d'étude pour le compte d'un bailleur social. Après une intervention sur le contexte, les conditions de succès, les acteurs et partenariats des pôles commerciaux, les échanges ont tourné autour des opérations en cours.

Les participants étaient au nombre de 20 (CACEM, Caisse des Dépôts, ADEM, CCIM, Chargés de mission développement économique, bailleurs sociaux,..)

Les documents de participants, le programme sont disponible au Centre de ressources.

3. Rencontre « Territoires, outils et acteurs de la politique de la ville »

Cette rencontre s'est déroulée le 16 mai à l'école hôtelière, AFPA Batelière.

L'objectif était de présenter le Centre de ressources, son Bureau, son positionnement et missions et de fédérer les acteurs du Développement social urbain martiniquais.

Lors de cette journée a été fait un retour sur les rencontres territoriales en relation avec les premières mesures du Plan espoir banlieues.

Ensuite, plusieurs acteurs ont pu présenter leurs structures et leurs expériences.

La chargée de mission ACSE, la CACEM, le PLIE de la CCNM, un bailleur social, un chef de projet quartier, un chef de projet CUCS, une association, une MOUS, un chef de projet GIP-GPV...

Les participants étaient au nombre de 61. Le Compte rendu et le programme sont disponibles sur le site Internet ; le dossier participant est disponible au Centre de ressources.


4. Cycle de qualification prévention de la délinquance


La journée du 24 juin 2008 était consacrée au nouveau cadre réglementaire (Loi 2007)

La journée du 25 juin avait pour thème : Ecole/Parentalité et prévention de la délinquance.

La journée du 26 juin avait pour thème : le partenariat Police/Ville/Justice.

Ces journées étaient co animées avec la sociologue Nicole CHAMBRON. Elles se sont déroulées sur un mode décentralisé au Lamentin et Saint Joseph.





L'objectif était l'échange de pratiques, la qualification et la mise en réseau des chefs de projets « prévention de la délinquance/ CLS/CLSPD » à l'échelle départementale. Les participants étaient en moyenne une trentaine par jour.

Les comptes rendu sont disponibles sur le site Internet et les documents de travail au Centre de ressources.

5. Cycle de qualification Evaluation

Ce cycle de qualification répondait aux attentes des chefs de projets et acteurs de la politique en général. Ces attentes avaient été recensées par le Centre de ressources et retranscrites en cahier des charges. Les travaux se sont déroulés au CNFPT et au Foyer des jeunes travailleurs.

Il s'est déroulé du lundi 22 au vendredi 26 septembre. L'intervenant était un sociologue expert de la politique de la ville, R. EPSTEIN.


La journée du 22 a permis de revenir sur les techniques et la théorie de l'évaluation. L'intervenant a fait un retour sur 25 ans d'évaluation de la politique de la ville et a fait des éclairages sur les réformes en cours et le Plan Espoirs banlieues. La journée du 23 a été consacrée à des échanges d'expériences entre les 2 CUCS et par des interventions de l'intervenant. La journée du 24 avait pour thématique la prévention de la délinquance.

La journée du 25 a été consacrée aux porteurs de projets et aux conseils méthodologiques. Le vendredi 26 juin, le Centre de ressources a mis à disposition des 2 équipes CUCS, l'intervenant pour l'accompagnement individualisé. Les participants étaient en moyenne une cinquantaine en moyenne. Le dossier de participants est disponible au Centre de ressources, les comptes rendus sont disponibles sur le site internet.

6. Journée de qualification collective sur la prévention de la récidive.

Cette journée collective du 6 novembre a été organisée en partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Prévention (SPIP).

L'objectif était de permettre un échange de pratiques entre les acteurs de la préparation à la sortie des détenus et les chefs de projets prévention de la récidive. Il s'agissait également de bien identifier les acteurs de l'accompagnement à la sortie de prison. Les acteurs étaient au nombre d'une trentaine. Le compte rendu est disponible sur le site internet.





Les activités permanentes en 2008 du Centre de ressources

Au titre des activités exercées par le Centre de ressources de façon régulière et relevant de son cœur de métier, il convient de retenir les rubriques suivantes :

- l'accompagnement individualisé
- l'animation et la mise en réseau
- l'appui aux acteurs et territoires groupes de travail
- la documentation
- la publication
- le site Internet
- la participation au réseau des Centres de ressources

Ces rubriques au même titre que les activités ponctuelles participent à l'animation du réseau des acteurs de la politique de la ville.

1. L'Accompagnement individualisé


Il s'agit d'apporter des conseils méthodologiques, de mettre à disposition des acteurs de la documentation ou encore de mettre en relation avec des référents, des initiatives, etc....par exemple le Centre de ressources a mis en place un accompagnement méthodologique des porteurs de projet CLAS. Des chefs de projets Réussite éducative ou prévention de la délinquance ont été conseillé, rediriger ou mis en relation...


2. L'Animation et la mise en réseau

Le Centre de ressources a rencontré les différents acteurs de la politique de la ville, il les a recensés par thématique et publié un annuaire de la politique de la ville. L'animation de réseau se fait également par les différentes activités ponctuelles de qualification et par la participation aux groupes de travail. De même la publication d'une lettre d'information et le site Internet ont pour objectif de fédérer les acteurs.

3. L'appui aux acteurs et la participation aux groupes de travail

L'appui aux acteurs se fait par l'animation de réunion ou la participation à des groupes de travail où le centre de ressources peut proposer ses prestations ou encore informer les acteurs sur les dispositifs et le réseau. Ils ont pour but de travailler sur des cas pratiques, sur des rencontres institutionnelles ou sur des questions particulières. Le Centre de ressources n'a pas piloté de groupes de travail cependant il a participé à plusieurs





groupes de travail tel que le groupe de travail sur la clause d'insertion (relation avec ANRU), la plate-forme d'observation sociale et sanitaire (croisement des données par échelle îlot et quartiers, priorités politique de la ville), participation au point d'étape ANRU, etc....

4. La Documentation

Le Centre de ressources met à disposition des acteurs de la politique de la ville des collections et multiples ouvrages spécialisés (guides méthodologiques, capitalisation d'expériences, manuels, Rapports, Evaluations...)

Le Centre de ressources n'a pas acheté des ressources dès le départ. Les autres Centres de ressources et la DIV ont fait des dons multiples. Le Centre de ressources en fin d'année a commencé à faire l'acquisition onéreuse de documents. Aujourd'hui, il y a à peu près une centaine de documents papiers et cinq cent documents numériques. La base de données qui est en cours d'élaboration sera disponible en Février 2009.

Par ailleurs, certains documents sont disponibles via le site internet. Le réseau national des Centres de ressources est en train de mettre en place un thésaurus commun de manière à pouvoir mutualiser les ressources numériques et ville caraïbe s'associe à cette démarche.

Des exemples de demandes : les mesures du plan espoir banlieues, des fiches d'expériences sur des projets CLAS, des guides méthodologiques sur les CLS, sur l'évaluation, des rapports, etc. ;

5. La Publication

Le Centre de ressources publie une lettre d'information électronique.

« *La cohésion se construit* » Elle est diffusée à approximativement 500 personnes par mail (gain de temps, économies, écologies). Elle est ensuite disponible sur le site internet.

Elle contient notamment la veille réglementaire et une alerte sur la parution de nouveaux textes, elle présente les appels à projets, l'agenda des manifestations et plus généralement l'actualité nationale et locale du Développement social urbain...Les destinataires sont de plus en plus nombreux. Des documents de travail. Des comptes rendus et dossiers de participants créés lors des activités



ponctuelles. Documents thématiques et notes de synthèse. En cours, création d'un dossier thématique sur les politiques de jeunesse et d'une note de synthèse sur l'évaluation.

6. Le site Internet

Le site Internet est évolutif, il a été mis en place en Avril. Il permet de garder une certaine réactivité et de mettre à disposition des acteurs de la documentation et des informations sur l'actualité et les projets en cours ; Il y a 6 pages thématiques (une page actualités, une page présentation, une page documentation, une page capitalisation, une page liens utiles). Il reste un outil très important du travail en réseau. Les documents les plus téléchargés sont les newsletters et les CUCS. Les pages les plus visitées sont documentation et actualités. Le mois où il y a eu le plus de visites est Novembre avec 514 visiteurs différents et le moins est mai avec 39 visiteurs. [hébergement godaddy](#)
[statistiques au 8 décembre](#)

Monthly history

Month	Unique visitors	Number of visits	Pages	Hits	Bandwidth
Jan 2008	0	0	0	0	0
Feb 2008	0	0	0	0	0
Mar 2008	0	0	0	0	0
Apr 2008	0	0	0	0	0
May 2008	39	53	99	155	12.86 MB
Jun 2008	92	122	191	380	23.92 MB
Jul 2008	183	237	866	4004	74.03 MB
Aug 2008	98	115	334	1041	30.22 MB
Sep 2008	204	255	797	2966	71.41 MB
Oct 2008	303	377	1082	4232	106.11 MB
Nov 2008	514	609	1400	5110	151.82 MB
Dec 2008	157	178	376	1359	53.66 MB
Total	1590	1946	5145	19247	524.02 MB

En 2009, le taux moyen de visiteurs uniques par mois est de 1500



7. La participation au réseau des Centres de ressources

Le Centre de ressources est membre du réseau national et le directeur est membre de l'Association des Directeurs de Centres de ressources politique de la ville (Question de ville). Il participe régulièrement aux rencontres de réseau et progressivement aux travaux mis en œuvre ensemble. Lors des regroupements bimestriels, il s'attache à faire entendre les attentes en matière de la Politique de la ville en Martinique. Le Directeur rencontre également les acteurs clés de la DIV lors de ces déplacements. Ces rencontres sont un moyen de bien comprendre les missions Centre de ressources et les actualités du développement social urbain. Par ailleurs, elles sont souvent complétées par des intervenants.

Le Fonctionnement du Centre de ressources

Bureaux

Le conseil d'Administration a élu un bureau le 29/11/2008.

Le Centre de ressources a connu des bureaux réguliers en 2008, au nombre de 8, avec une participation soutenue des membres. Les relevés de décisions sont disponibles au Centre de ressources.

L'un des membres du bureau ayant donné sa démission, il a été remplacé lors du Conseil d'administration du 15/12/2008.

Ressources humaines

Le Centre de ressources a 2 salariés

Le Directeur, chargé de l'exécution du programme validé en Conseil d'administration et de la relation avec les partenaires.

L'Assistante, chargée de l'accueil, du secrétariat et de la documentation

Les membres du bureau sont souvent sollicités pour apporter leurs savoirs faire et compétences. Par ailleurs, il est fait appel à des intervenants extérieurs pour des missions ponctuelles (intervenants, communication, comptabilité, ...)

Matériels

Depuis, le premier décembre 2007, les bureaux du Centre de ressources sont ouverts à l'immeuble de services, *la varangue* à Fort de France (À proximité Rond point du *Vietnam héroïque*). Il s'agit de 2 bureaux et d'une salle de réunion avec des présentoirs de documentations. Le Centre de ressources est équipé Internet et de 2 postes informatiques ; D'un fax, deux téléphones et d'un téléphone portable. Le choix a été de ne pas prendre de véhicule professionnel et les frais de déplacements professionnels sont remboursés pour le Directeur et l'assistante ;

Formations

Dans le cadre du DIF et au regard des cotisations AGEFOS, les salariés ont passé le Diplôme de Secouristes du travail après une formation sur un mois.





ELEMENTS D'ÉVALUATION DE LA PREMIÈRE ANNÉE DE RÉALISATIONS

Les objectifs principaux du Centre de ressources validés par les statuts, par le Conseil d'administration et par les attentes des acteurs étaient notamment :

1. Qualification sur l'évaluation

Enjeux : La démarche d'évaluation permet le débat entre acteurs, permet d'interroger les acteurs sur leurs pratiques. Le cycle de qualification répondait aux attentes nationales et préoccupations pratiques des acteurs sur leurs évaluations en cours ou futures (notamment équipes CUCS)

Objectifs : Qualifier et permettre l'échanges de pratiques des acteurs de la politique de la ville sur l'évaluation

Effectivité : Mise en place d'une semaine de formation- action sur l'évaluation de la politique de la ville, d'un cahier des charges, de la logistique et de l'organisation des journées par thématique. Recensement des attentes. Prestation d'un sociologue, expert. Mise à disposition des acteurs (CUCS et CLS) d'un intervenant spécialiste et suivi. Mise à disposition et diffusion de documents méthodologiques sur l'évaluation des CUCS et CLS/PD. Comptes rendus du Cycle de qualification. Participation à la coconstruction du référentiel sur l'utilité sociale des associations avec le DLA.

Indicateurs de performances et impacts : nombres de participants aux journées de formations 51 et enquêtes de satisfaction (10 questionnaires retournés : 7 très satisfaits et 3 assez satisfaits). 20 demandes postérieures des documents de participants et du diaporama de l'intervenant. 127 téléchargements du Compte rendu. Amorce d'un travail de mutualisation entre les acteurs et notamment des 2 CUCS.

Limites et points négatifs : trop longue durée de la formation. Manque de volonté d'échanges et de mutualisations de certains acteurs. Calendriers trop surchargés pour l'accompagnement sur le temps de l'évaluation des CUCS. Absences de travail en groupes en continu sur l'évaluation. Attentes plus spécialisées sur des thématiques comme la prévention de la délinquance d'une partie des acteurs.

Aspects positifs de l'action : Partages d'expériences sur l'évaluation. Visions partagées d'un projet entre acteurs d'un même territoire. Apport sur l'actualité du Plan Espoir banlieues. Diversité des acteurs (associatifs/chefs de projets/Etat) et géographique.

Opportunités : Travail continu en groupes avec les CUCS et les CLS à mettre en place pour 2009, faire le lien avec Observation





2. Qualification sur l'Observation

Enjeux : Rationalisation des projets (diagnostic/évaluation). Permettre la mutualisation des outils sur l'Observation des territoires en politique de la ville. Production d'informations et données sur les différents domaines de la politique de la ville.

Objectifs : Qualifier les acteurs sur la démarche d'observation. Proposer des formations, de la mutualisation par les acteurs, des ressources, des outils, des données. Adopter une démarche collective face aux enjeux.

Effectivité : Mise à disposition de documentation sur la question, notamment des guides méthodologiques. Recensement des études sur les thématiques connexes à la politique de la ville. Interpellation des acteurs sur la possibilité de mutualiser les outils au niveau des 2 CUCS en organisant des séances de travail commune dans l'optique des évaluations attendues en 2009. Sur la mise en place en place de tableau de bord par quartier. Sur l'interpellation commune par les acteurs de la politique de la ville, des différents acteurs producteurs de données. Sur la conversion et le croisement des données à l'échelle infra communale.

Interpellation par le Centre de ressources de la Plate forme d'Observation sociale et sanitaire initiée par la DSDS. Le Centre de ressources en est membre.

Limites : Disponibilité des acteurs sur la question. Difficulté à rentrer en contact avec la coordonnatrice de l'Observatoire de FDF. Plusieurs démarches d'observatoires en gestation. Recensement des besoins en information et données non exprimés. Difficulté du travail en commun.

Opportunités : En 2009, mise en place d'une formation sur l'observation des territoires et dispositifs Politique de la ville. Recensement de la population par l'INSEE. Récolte et analyse des données brutes et travail de production de données en partenariat. Impulsion d'un travail de mise en commun pour les 2 CUCS. Participation aux travaux de la Plate forme d'Observation sociale et sanitaire.





3. Qualification sur la rénovation urbaine

Enjeux : Un projet de rénovation urbaine de fort de France en cours plusieurs projets au niveau Guyane et Guadeloupe. Des niveaux d'avancées différents mais un contexte géographique et culturel assez proche. Par ailleurs plusieurs projets d'aménagement urbain en cours sur le Département. Articulation des aménagements urbain avec le volet social/ humain/économique/environnemental.

Objectifs : Qualifier les acteurs de la rénovation urbaine. Permettre l'échange et l'articulation de projet intégré.

Effectivité : Recensement des besoins en qualification et échanges des acteurs de la rénovation urbaine. Mise en réseau et démarche partagée avec la Guadeloupe et Guyane. Démarchage financier. Mise à disposition de documentation. Interpellation sur articulation RU/CUCS. Journée de formation sur les enjeux du commerce dans le renouvellement urbain animé par un expert de l'ANRU.

Limites : difficultés du calendrier et manque de disponibilité des acteurs.

Opportunités : En 2009 cycle de qualification en commun avec Antilles Guyane à programmer = Attente des acteurs.

Notamment sur l'aménagement durable et la gestion des espaces urbains et plus largement du mangement de projet intégré.

4. Veille sur le Plan Espoir Banlieues

Enjeux et objectifs : Prise en compte des difficultés spécifiques outremer dans l'élaboration du Plan Espoir Banlieues. Informer sur des règles qui vont bientôt être appliqué localement. Veille juridique et informative.

Effectivité : Diffusion des éléments des rencontres territoriales départementales. Recensement des mesures prise dans le cadre du Plan espoir banlieues. Interpellation des acteurs sur l'adaptabilité des mesures dans le contexte martiniquais. Présentation des mesures lors de la journée Territoires, outils, acteurs de la politique de la ville. Veille juridique sur les conséquences du Plan espoir banlieues et diffusion par newsletter et emails. Eclairage sur les réformes en cours et le Plan Espoir banlieues par l'intervenant R. EPSTEIN. Suivi des avancées juridiques et pratiques. Avis sur les délégués de l'Etat.

Limites et opportunités. En 2009, application des mesures au niveau des 2 CUCS. Accompagnement possible par le Centre de ressources.





5. Appui et mis en réseau des acteurs et territoires.

Enjeux : Faire connaître et expliquer la démarche Centre de ressources (Coproduction, intervenant, publications, mise en réseau capitalisation d'expériences)

Objectifs : Repérer les acteurs, favoriser la mutualisation des outils et ressources, accompagner les acteurs du Développement social urbain. Capitaliser les expériences, animer le réseau et valoriser les projets innovants.

Effectivité : Mise en place de cycles de qualification, d'échanges de pratiques, où les acteurs se rencontrent sur des thématiques. Création d'un annuaire, rencontre et entretiens avec les acteurs. Mise en relation. Accompagnement individualisé et communication d'information collective. Mise en place de fiches d'expériences et de présentations de projets et structures. Diffusion d'information et fédération par la newsletter. Organisation ou participation à des groupes de travail.

Thématiques : réussite éducative, prévention de la délinquance, rénovation urbaine, insertion économique, développement économique, réseaux addictions, sexualité, lutte contre l'exclusion, etc....

Impacts et indicateurs de performance : quinzaine de demandes de documentations sur toutes ces thématiques, invitations à des réunions de travail, mise en place de partenariats ; Participation aux activités (60 personnes présentes à la Journée Acteurs, territoires et outils de la politique de la ville, une cinquantaine sur l'évaluation de la politique de la ville) ; interpellation du Centre de ressources...

Limites : Au départ, non compréhension des missions du Centre de ressources (Mise en réseau ? capitalisation ? Politique de la ville ?) Nombreux acteurs sur le champ de l'accompagnement des associations et sur la réussite éducative. Difficulté du positionnement. Technicité importante sur la Rénovation urbaine à FDF/ par rapport aux autres territoires. Accompagnement individuel limité à quelques opérateurs.

Opportunités : Adhésion des chefs de projets prévention de la délinquance notamment, des chargés de mission CUCS. Forte attente sur la thématique réussite éducative et des associations professionnelles de la politique de la ville.





Bilan 2008

Les –

Difficultés au départ de bien faire comprendre la démarche et la plus value des missions du Centre de ressources ; Participation limitée des acteurs de la rénovation urbaine. Il n'y a pas eu comme dans les autres Centres de ressources au national une année de préfiguration.

Actions limitées dues à une fragmentation institutionnelle excessive et à la multi-positionnalité des acteurs.

Difficulté du positionnement sur l'accompagnement des associations

Recul et expérience insuffisants, pour mettre en place toutes les actions voulues notamment sur le développement économique et l'insertion, la rénovation urbaine, le développement durable des quartiers de même que des actions Antilles Guyane.


Bilan financier excédentaire (des restrictions financières pour affronter le contexte financier en 2009 et manque de temps pour mettre en place toutes les actions au titre de 2008)

Les +

Connaissance par les acteurs de la politique de la ville, du Centre de ressources et adhésion progressive aux travaux de qualification/ information/ documentation/fonctionnement.

Valorisation et capitalisation des travaux et expériences des acteurs de la politique de la ville et travail en réseau par thématique (CUCS, Prévention de la délinquance,...)

Mise en place de partenariats (UAG/ CNFPT/COALEX/IRDSU/Question de ville...) et bon fonctionnement interne du Centre de ressources (régularité des bureaux et ambiance de travail)





Perspectives 2009

BUDGET PREVISIONNEL 2009 (146 000€) A LA BAISSSE DUE AU CONTEXTE FINANCIER ET AU REPORT 2008 ATTENDU

MIS EN PLACE DE GROUPE DE TRAVAIL ET CYCLE DE QUALIFICATION SUR L'OBSERVATION ET L'EVALUATION

MIS EN PLACE D'ECHANGES DE PRATIQUES ET DE MISE EN RESEAU MARTINIQUE/GUADELOUPE/GUYANE SUR LA RENOVATION URBAINE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES QUARTIERS/ SUR LE LOGEMENT EGALEMENT

MISE EN PLACE DE QUALIFICATION COLLECTIVE SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES QUARTIERS ET L'INSERTION

ANIMATION DU RESEAU DES CHEFS DE PROJETS PREVENTION DE LA DELINQUANCE

CELLULE D'APPUI SUR LA MEDIATION ET A LA PROFESSIONNALISATION DES ADULTES RELAIS

MISE EN PLACE DES RENCONTRES DE LA REUSSITE EDUCATIVE

PARTICIPATION AU RESEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES

ACCOMPAGNEMENT PAR LA CCIM (EXPORT) SUR LES POTENTIALITES D'ECHANGES CARIBEENS ANGLOPHONES SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET/DE LA DOCUMENTATION/EVOLUTION NEWSLETTERS

DEVELOPPEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL

ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS

(RESEAU EXCLUSION/RESEAU ADDICTIONS/CNFPT/Association des Maires, UAG, RESEAU REUSSITE EDUCATIVE...)

